

# communiqué presse...

• **Suite à la conférence de presse de la FNIC-CGT du 20 avril 2026**

## **Stop à la destruction du service aux patients, des conditions de travail et aux salaires de misère dans les laboratoires d'analyses médicales extra-hospitaliers.**

**Nous appelons à la grève dans les laboratoires à partir du 4 Mai. Il faut savoir que depuis maintenant plusieurs mois, voire même des années, les organisations syndicales représentatives dénoncent la prise en main de la biologie extrahospitalière par de grands groupes financiers.**

La financiarisation de la santé, c'est-à-dire la marchandisation de ce bien commun qu'est la santé, qui va de la production de médicaments, leurs brevets, jusqu'aux patients en passant par les analyses biologiques, est objectivée par un besoin de rentabilité toujours plus effréné, c'est par exemple en outre, l'entrée du groupe Eurofins au CAC 40 en septembre 2021 et l'acquisition du groupe Cerba par le fonds d'investissement suédois EQT pour la somme de 4,5 milliards d'euros en mars 2022.

Cette financiarisation repose sur la solidité, quoiqu'on en dise, du bailleur de fonds qu'est la Sécurité Sociale et donc sur les cotisations sociales générées à partir des richesses créées par notre travail dans un but de gestion solidaire de la santé. Elle s'assure également des revenus évoluant à la hausse, comptant sur le besoin de diagnostic accompagnant une population qui vieillit et qui nécessite une surveillance et un suivi thérapeutique de plus en plus important au vu du développement des pathologies aiguës et chroniques dans notre société.

Cette financiarisation nécessite d'une part l'augmentation de la productivité mais également la baisse de la masse salariale et a pour conséquence une gestion soi-disant optimisée de la biologie au niveau du territoire.

Les rachats successifs de laboratoires depuis les années 2010 ont changé la nature même de l'organisation de la biologie : on est passé de 4.000 laboratoires en 2010 à un peu moins de 300 en 2025. Le surendettement qui en résulte est devenu critique pour les experts, la logique de LBO, utilisée par tous ces groupes, pousse le laboratoire acheté à rembourser la dette et ses intérêts. Le cash-flow généré à la base est effectivement systématiquement remonté aux fonds de pension et aux actionnaires qui continuent leur frénésie de rachat, malgré des taux de surendettement inquiétant quant à la survie financière des structures. Les salariés sont les premiers à payer cette logique productiviste qui se doit d'économiser sur la masse salariale. La concentration des laboratoires en-

traîne des fermetures de plateaux techniques, la flexibilité des horaires, des augmentations de charge de travail car elle s'accompagne toujours de licenciements, cachés sous forme de propositions de mobilité inacceptables pour les salariés en question. Les salaires n'augmentent pas, ils sont au contraire bloqués (pas de mandats patronaux en branche depuis janvier 2024), les travailleurs des laboratoires rachetés se voient en général perdre le peu d'avantages qu'ils avaient, face aux politiques salariales menées dans les grands groupes. Aujourd'hui c'est 50.000 salariés qui sont concernés par des conditions de travail qui sont devenues inacceptables, par des salaires au smic ou légèrement au-dessus.

D'où l'organisation d'une grève générale sur le secteur. Les salariés nous appellent pour savoir comment y participer, on sent qu'ils ont besoin de se faire entendre, les négociations au niveau national ou local n'aboutissant à aucune avancée concrète. Mais la financiarisation de la santé ce n'est pas que la dégradation des conditions de travail de ces salariés, c'est également un service de biologie qui s'oriente vers une logique de profits.

Les fermetures de sites de prélèvements les après-midis, les fermetures de plateaux techniques sur des départements entiers avec transfert d'activité vers d'autres départements rendent la gestion de la qualité et de l'urgence impossible. Les prélèvements biologiques ne peuvent être traités comme n'importe quel colis : les économies à grande échelle de ces grands groupes poussent à économiser sur le nombre de tournées de coursiers, tout en augmentant leur périmètre d'action.

L'optimisation de ces tournées ne peut être compatible avec le besoin d'un résultat rapide dont la teneur aura des conséquences obligatoirement sur la prise en charge des patients. Sans parler des conditions de conservation des prélèvements et de la prise en charge du résultat pathologique du patient éloigné du laboratoire. L'hôpital public n'est plus à même de prendre le relais, les différentes politiques publiques adossées à des Lois de Financement de la Sécurité Sociale servant de variable ajustable aux contraintes budgétaires et non les besoins en santé de la population.

**La financiarisation de la santé emmène notre système dans l'impasse, nous la FNIC-CGT refusons cette logique de rentabilité.**